



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

territoires palestiniens

Question au Gouvernement n° 892

Texte de la question

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

M. le président. La parole est à Mme Marie-George Buffet, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

Mme Marie-George Buffet. Merci pour vos vœux, monsieur le président. J'en formule à mon tour pour la paix dans le monde.

Monsieur le Premier ministre, " crise humanitaire totale " selon la Croix rouge, 582 Palestiniens tués, dont de nombreux enfants, ainsi que 5 Israéliens : tel est déjà le bilan de l'offensive israélienne. D'annexions en colonisations, de blocus en mur de la honte, cette guerre sans issue nourrit, dans un terrible engrenage, fanatismes et violences.

M. Lucien Degauchy. Qui a commencé ?

M. le président. Monsieur Degauchy, je vous en prie.

M. Roland Muzeau. Il devrait avoir honte !

Mme Marie-George Buffet. L'urgence est à l'initiative internationale pour donner sa chance à la paix.

Donner sa chance à la paix, c'est travailler enfin à une solution juste et durable : un État palestinien de pleine souveraineté dans les frontières de 1967 ; deux États, palestinien et israélien, vivant en sécurité et en coopération. Ce sont en effet les obstacles mis à ce processus politique qui sont les causes de la tragédie d'aujourd'hui.

Donner sa chance à la paix, c'est aussi, et dans l'urgence, imposer un cessez-le-feu total, et lever le blocus de Gaza.

Monsieur le Premier ministre, pouvez vous, dans ce contexte tragique, nous faire part des propositions portées par le Président de la République auprès des autorités concernées ? Pour faire cesser les violences, la France et ses partenaires européens sont-ils prêts à peser de tout leur poids auprès de l'un de leurs partenaires privilégiés, Israël, afin qu'il soit immédiatement mis fin à cette offensive militaire ? La France et ses partenaires européens sont-ils prêts à saisir l'Assemblée générale de l'ONU pour qu'une force de protection internationale assure la sécurité de tous dans la région, proposition qui figure dans la feuille de route de la communauté internationale depuis des années, et qui ouvrirait la possibilité de relancer un processus de paix digne de ce nom ?

M. le président. Merci, madame Buffet.

Mme Marie-George Buffet. Monsieur le Premier ministre, il y a urgence. C'est pourquoi je renouvelle la demande faite ce matin lors de la conférence des présidents par Jean-Claude Sandrier d'organiser, dans les plus brefs délais, un débat à l'Assemblée nationale sur la situation au Moyen-Orient. (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. le président. La parole est à M. François Fillon, Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Permettez-moi à mon tour de présenter à chacun d'entre vous mes meilleurs vœux pour l'année 2009.

Celle-ci commence mal, puisque la violence s'est à nouveau déchaînée au Proche-Orient. La France a condamné les tirs de roquettes du Hamas sur Israël, comme elle a condamné, avec la même fermeté, la réponse militaire disproportionnée d'Israël. Tel est le message que le Président de la République est allé porter en Israël, en Palestine, en Égypte et en Syrie, c'est-à-dire partout où se trouvent des hommes qui peuvent contribuer à trouver une solution pour que cessent immédiatement les combats, ce qui est, pour des raisons

humanitaires, l'objectif de la France pour le moment.

C'est donc ce que le Président de la République a demandé au gouvernement israélien, et ce que le ministre des affaires étrangères, Bernard Kouchner, défend en ce moment même au Conseil de sécurité des Nations unies, dont la France assure la présidence.

Vous avez raison de souligner, madame la députée, la gravité de la situation à Gaza. Il faut impérativement que les combats cessent afin que les blessés puissent être soignés ou, pour les plus gravement touchés, évacués, et que les personnels médicaux ainsi que l'aide humanitaire, décidée notamment par la France et par l'Union européenne, aient le droit d'entrer sur le territoire de Gaza.

Cet objectif, nous le défendons avec nos partenaires européens, forts du crédit de la France en Israël et dans le monde arabe. C'est en effet l'honneur de notre pays que de tout tenter pour mettre un terme à ce conflit, et pour que la logique de la violence cède au courage de faire la paix. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [Mme Marie-George Buffet](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (4^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 892

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 janvier 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 janvier 2009